

Les salariés ne doivent pas payer la crise et ses conséquences

La crise actuelle n'est pas qu'une crise de la finance. Le ralentissement économique était engagé depuis plusieurs mois. De nombreux économistes parlaient déjà de récession. Cette crise est au cœur des préoccupations des Français. D'ailleurs, de l'aveu même du gouvernement, elle « va avoir des conséquences pour l'ensemble des Français au niveau de l'emploi, du pouvoir d'achat, des impôts, du budget de l'État... ».

La crise est-elle finie ?

Après des années d'austérité salariale, de précarisation de l'emploi, de sous-investissements et de dégradation des conditions de travail, cette crise est vécue comme une double peine pour les salariés.

Avec la recrudescence des ménages ne pouvant plus faire face à leurs crédits, les banques, malgré tous les artifices qu'elles ont créés, ont été touchées par cette crise.

Entre temps, elles avaient diffusé dans l'ensemble du système mondial, les risques afférents (titrisation). La récession a fait craindre d'autres défaillances et non-remboursements de crédits. S'est alors installée une crise générale de confiance, personne ne voulant plus prêter à personne. La phase suivante a été la chute de la Bourse due aux ventes de tous les fonds qui avaient besoin de liquidités.

La récente remontée des cours de Bourse ne signifie pas que le

pire est derrière nous. En effet, tout d'abord les marchés financiers sont très volatiles en ce moment (un jour + 10 %, le lendemain - 12 %). De plus dans les entreprises beaucoup de directions se cachent derrière la crise pour essayer de justifier leurs politiques financières qui conduisent à des suppressions d'emplois, des fermetures de sites, au gel des salaires, la dégradation des conditions de travail...

Cette crise est-elle une crise financière ou une crise du système ?

Nous sommes face à une crise du système puisque la finance n'est pas séparable du reste de l'économie.

Pendant des années, les banques, les fonds d'investissements et les actionnaires ont exigé des taux de rentabilité de leurs capitaux largement supérieurs à la croissance de l'économie réelle. Qui n'a pas entendu



parler de la fameuse exigence de rentabilité de 15 % ou plus ? Certains fonds d'investissement ont pu afficher des rentabilités de 25 % ou même 30 % !

Depuis des années, les résultats financiers des grands groupes ne cessent de s'accroître. Chaque année les bénéfices réalisés par les entreprises et les dividendes versés aux actionnaires battent des records.

De l'autre côté, la part des salaires dans la valeur ajoutée diminue au profit de la rémunération du capital, représente 170 milliards d'euros.



Les choix patronaux aidés par les pouvoirs publics, qui consistent à privilégier la rentabilité du capital et le versement de milliards d'€ sous forme de dividendes aux actionnaires (93,1 milliards d'€ en quatre ans en France) n'ont pu se réaliser qu'au détriment des revendications des salariés et des besoins sociaux de la population, ce qui explique d'ailleurs le caractère structurel de cette crise.

L'écrasement du niveau des salaires, comme des qualifications, la remise en cause du système solidaire et intergénérationnel de la Sécurité Sociale comme de la retraite par répartition, la dégradation des conditions de travail dont l'une des conséquences se caractérise par exemple par une espérance de vie plus courte des ouvriers par rapport aux cadres dirigeants ou aux professions libérales, la précarisation à outrance des emplois, la destruction massive des emplois industriels, le sous investissement dans l'appareil de production et la recherche, l'exonération sans limite ni contrôle des cotisations sociales accordées aux entreprises, la pression exercée sur les dépenses publiques et la mise en concurrence des salariés dans le monde, sont les principaux facteurs de cette crise.

Nous entrons dans une phase de stagnation économique qui, sans

mesures correctives, risque de durer au moins 18 mois ou 2 ans. Elle s'accompagnera de la fermeture d'entreprises, de restructurations. On peut même penser que des employeurs vont prendre prétexte de cette crise pour procéder aux licenciements qu'ils ne pouvaient pas effectuer.

D'où provient la crise financière ?

Aux USA, il existe peu de logements sociaux, type HLM. C'est un modèle de société où on a fait miroiter aux salariés modestes qu'ils pourraient tous être propriétaires en s'endettant sur plus de trente ans (c'est ce type de système qui était dans le programme du candidat Sarkozy).

Le système de prêt des subprimes est un mécanisme de crédit hypothécaire à taux variables qui permet aux ménages les plus modestes d'emprunter.

Or, avec le ralentissement de la croissance aux USA et l'évolution des taux d'intérêts, les propriétaires ayant souscrit ce type de crédit se sont retrouvés dans l'incapacité de le rembourser. Parmi eux, beaucoup sont des salariés précaires menacés d'expulsion de leur logement. On parle de plusieurs centaines de milliers.



Les banques se sont retrouvées avec leurs filiales ou organismes de crédits face à de gros défauts de paiements. Les organismes financiers ont transformé en titres ces dettes des ménages pour pouvoir les vendre sur les marchés financiers.

Quelles sont les conséquences pour les salariés ? Et les petits épargnants et leurs retraites ?



Avec cette crise, des millions de petits épargnants ont vu la valeur de leurs économies diminuer fortement. Quand des centaines de milliards d'euros ou de dollars s'évaporent, il y a nécessairement des conséquences. Dans les grandes entreprises américaines, la fermeture signifie que les salariés perdent leur emploi, leur retraite et se retrouvent endettés jusqu'au coup.

C'est pour éviter que cette tragédie se reproduise à l'échelle planétaire que les États sont obligés de venir au secours des institutions bancaires et organismes financiers qui symbolisent le libéralisme économique à outrance.

Les USA, par l'intermédiaire de la Banque fédérale américaine, ont mis sur pied un plan de 700 milliards de dollars.

Au niveau européen, on parle également de plusieurs centaines de milliards d'euros pour couvrir les pertes des Banques : France 360 milliards d'euros, Allemagne 480 milliards d'euros, Espagne 100 milliards d'euros, Autriche 100 milliards d'euros... Au total, pas moins de 2 500 milliards d'euros sont mobilisés.

Les responsables politiques de ces pays s'engagent à assumer les pertes des banques au frais du contribuable.

D'où sortent les sommes considérables mobilisées par les États ?

C'est l'État qui emprunte à la place des banques. Car sur les marchés financiers les banques ne se font plus confiance et refusent de se prêter de l'argent. Pour que le système fonctionne, l'État qui est un acteur crédible aux yeux des marchés finan-

ciers, devient le garant des banques. C'est donc l'État qui va emprunter de l'argent pour les banques. En contrepartie, l'État entre dans le capital de ces banques, il en devient copropriétaire sans pour autant forcément avoir le pouvoir comme en cas de nationalisation.

Depuis des années les gouvernements successifs, les entreprises et les capitalistes les plus libéraux nous martèlent que les caisses de l'État et des entreprises sont vides. Pourtant, pour sauver le système financier, les États trouvent soudainement la possibilité de soulever des centaines de milliards d'euros.

Pourquoi ces sommes n'ont jamais été et ne sont toujours pas disponibles pour augmenter les salaires, améliorer les conditions de travail, pour mettre en place une vraie politique environnementale, pour résorber la faim ou améliorer la santé dans le monde ? De plus en plus de citoyens s'interrogent, et le sentiment d'injustice monte.

Quelques exemples de la rentabilité pour les actionnaires (rémunération moyenne 2003-2007 en %)

Air France	15,7
Areva	9,6
Axa	12,1
Bonduelle	14,1
Bouygues	17,4
Ciments Français	16,8
Dassault	12,5
Eiffage	24,1
France Telecom	18,9
Gaz de France	12,9
Lafarge	12,6
LVMH	16,0
Michelin	13,7
Renault	19,2

(Source : Flasch économie, 4 novembre 2008 n°499 Natixis.)



Que propose la CGT ?

Depuis plusieurs années, la CGT dénonce les politiques d'entreprises basées sur le tout financier. L'objectif de rentabilisation maximale du capital à court terme de la part des actionnaires, directions des entreprises, rentre en contradiction totale avec le développement social, humain, environnemental... :

● **la CGT réclame** un droit de veto suspensif des comités d'entreprises sur les licenciements collectifs. Une période de six mois serait ouverte pour dégager, avec les pouvoirs publics et les Directions, des solutions alternatives aux suppressions d'emplois. Ce

serait une première étape vers une véritable « Sécurité sociale professionnelle » ;

● **la CGT propose** une révision générale des mécanismes d'aides aux entreprises. Plus de 65 milliards d'euros en 2007 doivent être réorientés sur la base de critères transparents pour promouvoir des investissements économiques et industriels. Ces sommes doivent être contrôlées ;

● **la CGT revendique** la fin de l'austérité salariale. La consommation des ménages est le moteur économique de la France (plus de 50 % du Pib), on ne peut pas relancer

l'économie sans augmenter les salaires et les retraites ;

● **la CGT agit pour** promouvoir l'investissement dans l'appareil de production et l'emploi qualifié, stable et bien rémunéré. Elle préconise la mise en place d'un pôle public de financement qui agirait dans l'intérêt économique général et d'une réforme de l'impôt sur les sociétés ;

● **la CGT se bat pour** la mise en place d'une vraie politique industrielle au niveau français et européen, pour sortir des stratégies financières qui dictent la vie des salariés dans les entreprises.

C'est le travail des salariés qui crée de la richesse et non la spéculation sur les marchés financiers. De l'argent, il y en a et il pourrait y en avoir beaucoup plus si tous les salariés travaillaient.

Document élaboré par le collectif confédéral « Politiques industrielles » de la CGT - mtg 7/11/08 - Dessins : Internet © -
Imprimé par nois soins - NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

